

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 314 - VENDREDI 24 FÉVRIER 2017

## PÂQUERETTE DOPÉE

Un coup de pompe  
sur les sondages macroniens?  
Un coup de Bayrou et hop! ça repart !...

## AGENDA MILITANT

→ 25 février

Nîmes [Gaza, j'écris ton nom !](#)  
Vincennes [Journée de l'écologie  
de la France insoumise](#)

→ 28 février

Lille [Organiser un Sommet citoyen](#)

→ 1-4 mars

Nîmes [Semaine culturelle franco-vietnamienne](#)

→ 2 mars

Paris [Le revenu universel  
d'un point de vue féministe](#)

→ 2 mars

Mirepoix [La Sécurité sociale en débat](#)  
Paris [Les Amis des Cahiers d'Histoire](#)  
Rennes [De quoi Total est-elle la somme ?](#)

→ 4 Mars

Nîmes : [Sortir du capitalisme](#)  
Rennes [Paroles de migrants](#)

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

→ Mondialité

[Contre-Sommet de l'Otan](#)  
[Crise des migrants ou crise de l'Occident](#)

## Un avenir désirable, mais insoumis à la finance !

“Au secours, la gauche plurielle revient !”, avons-nous pensé alerter ces derniers jours ! Heureusement, tout le monde a vite compris que le discours unitaire de Benoît Hamon et Jean-Christophe Cambadélis n'était qu'une posture électoraliste. Rappelons que les années de gouvernement de la gauche plurielle, alliance du PS, du PCF et des Verts entre 1997 et 2002, furent notamment marquées par des privatisations massives. Elles aboutirent au premier tour de la présidentielle de 2002 à l'élimination au premier tour du candidat “socialiste” Lionel Jospin, à la marginalisation du PC, à la présence du Front national au second tour et à l'élection de Jacques Chirac.

Voilà qu'aujourd'hui le Parti communiste marie la carpe du soutien à Jean-Luc Mélenchon et le lapin d'un improbable “pacte pour une nouvelle majorité de gauche”. Le PCF “appelle les candidats et les forces de gauche à intensifier leurs discussions jusqu'à conclure ensemble un pacte de majorité pour gouverner la France”, proposant de débattre d'un “programme de rupture”<sup>1</sup>. On se perd en conjectures : s'agit-il pour le PCF d'une tactique habile (?) pour mettre le candidat “socialiste” sur la défensive et capter des voix ? Ou, plus simplement, s'agit-il d'aboutir à quelques accords législatifs lui permettant de sauver ou de reconquérir des sièges ?

Quoi qu'il en soit, il se trouve que Benoît Hamon baigne dans un océan de contradictions. Il souhaite l'abrogation de la loi El Khomri et la sortie du nucléaire (d'ici 2050), mais, vu ce que sont les investitures du Parti socialiste pour les élections législatives<sup>2</sup>, en cas de victoire, il n'aura aucune majorité pour faire voter ces lois. Il est ainsi largement tributaire de son parti et de ses candidats, parmi lesquels... Myriam El Khomri et Luc Cavournas, adorateur de « l'action protectrice et réformatrice » d'Hollande et Valls. Faute des ruptures que les frondeurs n'ont malheureusement pas accomplies, la candidature Hamon sert à limiter les dégâts pour le Parti socialiste, ce qui peut préparer une bonne vieille cure d'opposition, ce qui n'enlève rien au fait que sa victoire lors de la primaire exprimait des exigences positives. Benoît Hamon ne cesse de répéter qu'il entend incarner un avenir désirable. Attachons-nous à ce que cet avenir soit insoumis à la finance et notamment porteur d'une vision alternative de l'Union européenne.



● Gilles Alfonsi

1. Le texte intégral du texte du PCF est [ici](#).

2. Les investitures du PS déjà désignées sont [là](#).

# Amériques latines entre reflux des progressismes et expériences alternatives

**Les retours revanchards de néolibéraux aux gouvernements de certains pays d'Amériques latines remettent-ils en question les expériences d'émancipation des dernières décennies ? Les réalités sont plus complexes, nous dit Franck Gaudichaud.**

**Q**ue sont réellement devenues les « tentatives d'alternatives, d'émancipations locales ou nationales, en construction » que tu évoquais en entretien ici même ?<sup>1</sup>

Plutôt que d'une "fin de cycle" en Amérique latine, thème de nombreux débats actuels, on assiste plutôt à un retournement de conjoncture socio-politique et plus exactement aux reflux des forces progressistes ou nationales-populaires dans plusieurs pays clefs, notamment au Venezuela où l'opposition a désormais la main sur le Parlement et où il y a une énorme crise économique et politique et au Brésil, avec le coup de force parlementaire qui a permis la destitution de Dilma Rousseff, pays où il existe un mécontentement certain des couches populaires et moyennes face au bilan du Parti des Travailleurs (PT) et, plus encore, face au gouvernement conservateur corrompu actuel. Autres symboles de ces reflux en cours, l'Argentine avec l'arrivée du néolibéral Mauricio Macri, qui est l'homme du patronat et des multinationales, suite

à l'échec électoral aux présidentielles de Cristina Kirchner. On pourrait continuer ainsi - mais dans une bien moindre mesure - avec la défaite d'Evo Morales en

**Le bouillonnement populaire se poursuit, "par en bas" et en bas à gauche, en termes d'auto-organisation, de création d'espaces autogérés, d'entreprises récupérées, de communautés indigènes qui reprennent en main leur territoire et s'opposent aux multinationales**

Bolivie au dernier référendum, même si Morales est toujours populaire, très haut dans les sondages et apparemment sur le point de se représenter, malgré tout. Enfin, il y a des tensions nombreuses et conflits ouverts entre mouvements

sociaux-environnementaux, syndicaux ou indigènes et le gouvernement Correa en Equateur

Ces reflux politiques et électoraux relatifs de ce que l'on peut nommer pour aller vite les "progressismes gouvernementaux" et des nouvelles forces politiques qui étaient hégémoniques dans une dizaine de pays sud-américains depuis 2002-2005 s'accompagne d'un bilan critique sur la question de l'extractivisme et de l'utilisation des ressources naturelles, sur les modes de développement et de production, débat animé par certains secteurs des mouvements sociaux et indigènes, ainsi que par des courants de la gauche anticapitaliste (qui reste très minoritaire). Bilan qui, sur le plan des avancées sociales et de reconstruction d'un État social dans ces différents pays, est clairement positif comparé avec la période néolibérale antérieure, ainsi que le souligne régulièrement le sociologue brésilien Emir Sader.

Toutefois, il ne faut pas s'en tenir au seul niveau étatique et institutionnel, mais voir aussi le bouillonnement populaire qui se poursuit, "par en bas" et en ●●●

<sup>1</sup>. "Amériques latines, : utopies concrètes et émancipations", *Cerises* n°171, 22 février 2013.

●●● bas à gauche, en termes d'auto-organisation, de création d'espaces autogérés, d'entreprises récupérées, de communautés indigènes qui reprennent en main leur territoire et s'opposent aux multinationales (comme les Shuars en Equateur), de médias communautaires au sein des quartiers populaires urbains ou ruraux (comme *Radio Villa Francia* ou *Canal Señal3* à Santiago du Chili)<sup>2</sup>. Cette ébullition, c'est aussi la construction zapatiste qui reprend du poil de la bête au Mexique puisque l'idée avance d'une candidature d'une femme indigène aux prochaines élections présidentielles, appuyée par un Conseil indigène, ce qui est une excellente nouvelle (après des années de retrait sur leurs terres du Chiapas). Ce sont aussi les conseils communaux et les organisations coopératives rurales existantes dans le cadre du processus bolivarien, dont certains sont encore dynamiques : l'idée de la construction communale perdure malgré la profonde décomposition actuelle. Et malgré les attaques constantes contre les entreprises récupérées en Argentine, on peut parler de conquête sur le long terme pour des dizaines d'entre elles. Dans le Cauca en Colombie ou à Cuba des expériences novatrices d'agro-écologie sont menées, etc.

Donc, malgré un certain reflux "en haut" et le retour revanchard des droites, malgré la violence néolibérale et impérialiste, et aussi militaire, paramilitaire et le narcotraffic (au Mexique, en Colombie, en Amérique Centrale), il y a un ensemble d'expériences qui remet au goût du jour le débat stratégique sur comment trans-

former le monde et distribuer le pouvoir, sur la nécessité de combiner construction par en bas sans abandonner la transformation radicale de l'État – mais les limites du mouvement progressiste de la décennie montrent la difficulté que cela signifie.

**Malgré un certain reflux "en haut" et le retour revanchard des droites, il y a un ensemble d'expériences qui (relance) le débat stratégique sur comment transformer le monde sur la nécessité de combiner construction par en bas sans abandonner la transformation radicale de l'État.**

**Y-a-t-il eu une traduction politique des mouvements populaires dans les pouvoirs institués, dans les structures étatiques des différents pays ?**

On en revient au débat (intense depuis la fin des années 90) sur "changer le monde sans prendre le pouvoir" (d'État) ou, au contraire, avoir comme objectif la conquête du gouvernement et de l'État par les urnes pour forger une contre-hégémonie face au néolibéralisme en lien avec les mouvements sociaux. Il s'agit globalement d'une fausse dichotomie. Les termes du débat ne sont plus en tout cas – pour l'instant ? -, comme dans les



Franck Gaudichaud est maître de conférences en histoire et civilisation de l'Amérique Latine à l'Université Grenoble-

Alpes et co-président de [France Amérique Latine](#). Dernier ouvrage paru en français : [Chili 1970-1973. Mille jours qui firent trembler le monde](#), PUR, 2013.

Voir aussi les pages de Contre-temps [ici](#).

années 70, "voie armée" contre "transition institutionnelle". On voit que la majeure partie des nouveaux mouvements politiques à gauche, ou des anciens comme le PT, ont pris acte, parfois avant même la chute du Mur, du poids des institutions et des moments électoraux pour essayer de construire un espace. Mais il n'empêche que le dilemme est toujours là : est-ce que lorsqu'on gagne le gouvernement, on s'empare réellement du pouvoir ? Le pouvoir économique, militaire, médiatique, de classe finalement est en grande partie ailleurs : l'État "profond" est beaucoup plus large que le seul gouvernement, et même que le Parlement, que les institutions représentatives. Ce pouvoir réel est souvent difficile à conquérir, encore plus à transformer. D'où l'importance d'insister sur l'auto-organisation, la capacité de construire au niveau local, régional, national des formes de pouvoir populaire constituant, qui puissent se muer finalement en pouvoir populaire constitué. Pourtant le contrôle des États par la gauche a permis les plus importantes avancées sociales de la décennie dans des pays comme l'Equateur, la Bolivie ou ●●●

2. C'est ce que nous avons analysé dans un petit livre collectif : [Amériques Latines. Emancipations en construction](#), Syllepse, 2013.



●●● le Venezuela. Et si la question du lien entre l'instituant et l'institué, entre mouvements et partis, reste essentielle, tirer les leçons des grands processus révolutionnaires latino-américains du XX<sup>e</sup> siècle, au Mexique, au Salvador, à Cuba, au Chili, au Nicaragua, etc., l'est tout autant. Quelle rupture à un moment donné avec les vieilles formes d'organisation étatiques, au sein des forces armées ? C'est toute la difficulté de la transformation sociale qui est en cours, par exemple, en Bolivie. Cela a aussi été l'objet des discussions à gauche lors de la récente campagne présidentielle en Équateur entre *Alianza País* et d'autres secteurs qui dressent un bilan très critique de la gestion de Correa : sur l'expansion de la frontière minière, de la déforestation, de l'extraction massive des ressources au profit des multinationales. Il y a là une vraie question directement liée aux modes de production, d'accumulation et d'exploitation de la nature qui se poursuivent.

### Comment ont évolué les relations entre les Amériques latines et les efforts de consolidation de partenariat régional ?

Les intégrations régionales sont aussi effectivement essentielles. On ne peut pas dresser un bilan des différents gouvernements progressistes, sans penser leurs marges de manœuvres réelles au niveau continental et face aux puissances impériales (à commencer par les USA). Un "petit pays", un pays appauvri par le sacage néocolonial comme la Bolivie, peut très difficilement sortir seul de l'échange inégal, de la domination oligarchique interne et des inégalités. Pour créer des

alternatives, il faut des partenariats, des associations inter-États et aussi un internationalisme actif entre mouvements populaires. L'expérience cubaine rappelle que l'isolement (et le blocus) accélèrent les involutions internes.

Le rêve de Bolivar qu'Hugo Chavez a remis sur le devant de la scène, c'est-à-dire une perspective d'intégration bolivarienne anti-impérialiste, est un enjeu

**Pour créer  
des alternatives, il faut  
des partenariats, des  
associations inter-États  
et aussi  
un internationalisme  
actif entre mouvements  
populaires. L'expérience  
cubaine rappelle  
que l'isolement  
(et le blocus) accélèrent  
les involutions internes.**

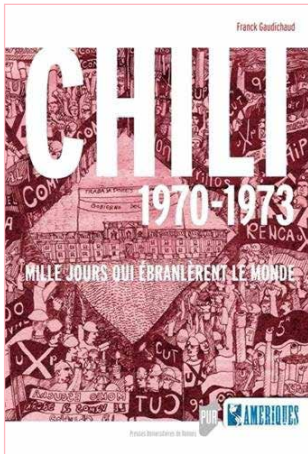
d'une cuisante actualité. Et le reflux des progressismes est aussi lié à son absence. L'évolution régionale a cependant connu des avancées tout à fait intéressantes. Par exemple le projet de l'Alliance bolivarienne des peuples de Notre Amérique (*ALBA*) était tout à fait original, quand il a été impulsé par Chavez, c'est-à-dire la possibilité du "troc" entre pays, de la complémentarité, de recevoir plus qu'on ne donne si on est une petite économie, par exemple de recevoir du

pétrole vénézuélien pour apporter un peu de biens alimentaires, quand on est une petite île comme la Dominique ou même Cuba. Le projet est intéressant, mais il est rapidement rentré en crise en même temps que la crise du processus bolivarien, et s'est aussi heurté à d'autres obstacles (dont les intérêts contradictoire de la puissance brésilienne).

Il faut aussi souligner des avancées politiques et diplomatiques tout à fait notables, avec la construction à partir de 2009 de l'*UNASUR*, l'Union des nations du Sud : pour la première fois les 22 pays sud-américains se regroupent au sein d'une entité diplomatique, mais aussi de gestion et de règlement des conflits, sans la OEA (Organisation des États Américains) et donc sans les États-Unis. Puis en 2010, vient la CELAC, la Communauté des États latino-américains de la Caraïbe, qui pense l'Amérique latine sans les géants du Nord, un progrès qui a permis la réintégration de Cuba dans le concert latino-américain, avant même le rétablissement des relations entre Cuba et les États-Unis.

### Quelle est la nature des forces d'opposition aux gouvernements progressistes encore en place ou de celles qui l'ont renversé au Brésil ?

Le panorama est assez sombre sur ce plan, avec le retour des droites néolibérales et conservatrices et l'émergence de nouvelles droites qui ont un peu "relooké" les vieilles oligarchies. C'est le cas, par exemple, de Macri en Argentine et de son mouvement *Compromiso para el Cambio* ("pour le changement"), qui a usé et abusé du marketing politique pour se donner un visage "moderne". Mais ces droites nouvelles ou ●●●



●●● anciennes restent violentes socialement, marquées du point de vue de classe et elles défendent le projet de la bourgeoisie globalisée, avec sur le plan sociétal une vision ultraconservatrice et répressive des mouvements sociaux.

Au Brésil, l'*impeachment* contre Dilma Rousseff est une victoire des secteurs les plus réactionnaires, celle des "4 B" (pour balles, bible, boeufs et banques), c'est-à-dire le secteur de l'armement et de la sécurité, des évangélistes, des grands propriétaires terriens et le secteur financier... Ce sont aussi les plus corrompus, à commencer par Temer, le président illégitime actuel, car même si la direction du PT est aussi imprégnée de la culture de la corruption clientéliste, elle l'est encore un peu moins que ceux qui sont aujourd'hui à la tête de l'État brésilien. Rappelons que la situation actuelle est aussi le produit d'alliances contre nature entre le PT et ces secteurs-là puisqu'aujourd'hui, ce sont les anciens alliés du PT qui ont retourné leur veste et se sont alliés avec la droite la plus réactionnaire.

Au Venezuela, la majorité de l'Assemblée nationale est entre les mains de l'opposition, la Table de l'unité démocratique (MUD : *Mesa de la Unidad Democrática*), coalition hétéroclite mais qui a un noyau dur ouvertement néolibéral, avec deux tendances : un secteur "insurrectionnel" (ceux qui ont appuyé le coup d'État d'avril 2002 et les *garimbas*<sup>3</sup> de

2014, donc la violence de la rue, avec pour leader Leopoldo López ; aujourd'hui emprisonné et qualifié de "prisonnier politique" par l'opposition) ; et un autre groupe de partis qui cherche davantage la voie institutionnelle, estimant qu'après

**Les victoires électorales des gauches de gouvernement ont permis la création d'importants programmes sociaux au Brésil, au Venezuela, en Équateur, en Bolivie, même en Uruguay, mais sans déstabiliser, ni attaquer les intérêts fondamentaux des classes dominantes. Les inégalités ont reculé, mais la structure sociale de classe, elle, s'est maintenue.**

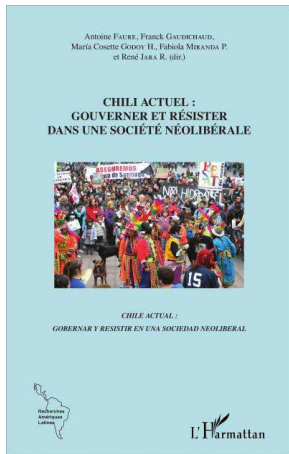
avoir gagné le Parlement, la demande de référendum révocatoire en cours depuis plus d'un an pourrait aboutir à la destitution de Maduro par les urnes. Ce qui d'ailleurs est très probable vu l'état de délabrement du pays et l'ampleur de la crise économique, d'où des réactions autoritaires du gouvernement qui a tout fait pour empêcher que ce référendum se tienne jusqu'à maintenant.

Globalement, on est face à des droites dures, appuyées par Washington, et dont la remontée en puissance permet un réalignement des astres dans le sens des États-Unis et des deux grands pays alliés, à savoir le Mexique et la Colombie. Et désormais, ce sont aussi l'Argentine et le Brésil qui font pression sur les autres gouvernements "non alignés" comme le Venezuela, l'Équateur et la Bolivie.

**Peut-on parler de retour plus ou moins rapide à une "longue nuit néolibérale" ? Et y-a-t-il encore des potentialités de sursauts populaires pour la contrer ?**

À la fin des années 90, il y a eu une période de grandes luttes populaires contre cette "longue nuit néolibérale", et ces mouvements sociaux exceptionnels combinés à la crise de légitimité des partis traditionnels avaient abouti à ce qu'une dizaine de pays sud-américains soient passés à gauche, avec une diversité certaine - centre gauche, gauche nationale-populaire, sociale-libérale ou plus anti-impérialiste. On pourrait ajouter à cette liste le Nicaragua notamment, ou le Honduras avant le coup d'État. Dans de nombreux cas, les partis traditionnels des bourgeoisies locales ont été marginalisés (qu'ils soient socio-démocrates, démocrates chrétiens ou conservateurs), ce qui a ouvert une fenêtre d'opportunités pour les mouvements populaires, pour renforcer celles des forces politiques qui semblaient plus ouvertes aux changements, par exemple le PT au Brésil, ou encore pour créer de nouvelles force comme *Alianza País* (Equateur), ●●●

3. Barrages de rues et de voies rapides érigés par des groupes d'extrême-droite, forme d'embargo contre la vie quotidienne qui a atteint des actes de violence dont des assassinats



Ouvrage collectif, L'Harmattan, 2016, 280 p.

●●● comme le MAS bolivien (*Movimiento al socialismo*), comme le Mouvement de la V<sup>e</sup> République (*Movimiento V República*) au Venezuela autour de Hugo Chavez, etc.

Les victoires électorales en chaîne de ces gauches de gouvernement ont permis en particulier la création d'importants programmes sociaux "ciblés", au Brésil, au Venezuela, en Équateur, en Bolivie, même en Uruguay : la pauvreté a ainsi reculé comme jamais, au cours de la décennie 2000-2010 ; avec, en parallèle, des conquêtes sur les droits sociaux, les salaires, dans l'éducation, recul de l'analphabétisme, etc. Pendant une décennie, le prix très élevé des matières premières a permis une redistribution des rentes des ressources naturelles, tout en "ménageant la chèvre et le chou", le capital et le travail. On a pu, par exemple, avec un baril à cent dollars redistribuer une partie des rentes pétrolières ou gazières vers les programmes sociaux destinés aux plus pauvres, mais sans déstabiliser, ni attaquer les intérêts fondamentaux des classes dominantes. Les inégalités ont aussi reculé, mais la structure sociale de classe, elle, s'est maintenue. Pourtant, les vieilles oligarchies blanches (et racistes), les classes dominantes ont très mal vécu de voir surgir, et gagner, des acteurs jusques là marginalisés : indigènes, syndicalistes, femmes, prêtres de la théologie de la libération, qui arrivaient au centre de la politique et incluaient en même temps avec eux une partie des classes subalternes de plus en plus politisées.

Est-on aujourd'hui face à un retour à la longue nuit néolibérale ? Un retour tel quel, aux années 90, non... Il y a eu de profonds changements, qui demeurent. Par exemple l'espace progressiste national-populaire est encore soit toujours au gouvernement, soit la principale force d'opposition de nombre de pays. Il reste au gouvernement au Venezuela, en Équateur avec une victoire possible de Lenín Moreno (le successeur de Correa)<sup>4</sup>; en Bolivie où Evo Morales, malgré la défaite du référendum, a un appui électoral suffisant pour envisager une réélection. Dans d'autres pays cet espace progressiste est la principale force d'opposition : le péronisme bien entendu, et y compris le kirchnérisme en Argentine ; le PT aujourd'hui est très affaibli, marqué par les cas de corruption (cas Petrobras, cas Odebrecht), critiqué par une partie de la gauche et de la jeunesse, de la classe ouvrière, des mouvements syndicaux pour son bilan. Mais il reste un grand parti institutionnel d'opposition face à la droite néolibérale.

Ce qu'il faut voir avant tout, c'est la capacité des mouvements populaires, de la gauche anticapitaliste (comme le FIT en Argentine) ou écosocialiste, de tirer des bilans critiques du moment progressiste national-populaire, mais aussi de construire des fronts unitaires pour

4. Au premier tour de l'élection du 19 février, Lenín Moreno qui se présente comme successeur de Correa pour Alianza País, a obtenu 39,8 % des voix. Il lui en fallait 40 et une avance de 10 % pour être élu dès le 1<sup>er</sup> tour. Le 2<sup>e</sup> tour est prévu pour le 2 avril. (NdIR)

s'opposer aux droites dures, violentes, néolibérales et à l'agenda renouvelé de Washington, dans les prochaines années. Certains intellectuels critiques, comme par exemple Massimo Modenesi (Mexique) ou Maristella Svampa (Argentine), montrent que le progressisme a en partie désarmé l'autonomie des mouvements populaires, leur capacité de réaction, qu'ils se sont retrouvés pris dans des rets clientélistes, parfois même dans des sphères d'intégration à l'appareil d'État (en Argentine, par exemple). Cela a entamé leur capacité de résistance, même si de grandes luttes s'annoncent. Ainsi, en Argentine, le mouvement syndical classiste est en train de s'organiser face à la machine de guerre qu'est le gouvernement Macri qui a licencié plus de cent mille personnes et va s'attaquer aux droits du travail. Au Venezuela, une défaite de Maduro signifierait le retour d'une droite de revanche de classe, qui veut en découdre avec les acquis et les conquêtes du chavisme populaire en termes d'organisation mais aussi de droits sociaux. Au Pérou, il règne une droite néolibérale ouverte, avec des niveaux de répression très importants, notamment des luttes indigènes autour du projet minier Conga. Si l'on regarde ce qui se passe au Mexique depuis des années, avec une brutalisation permanente de la société et des luttes populaires, l'avenir peut sembler sombre effectivement. Mais avec toujours des lueurs d'espoirs, comme le montrent la massivité des mobilisations en cours depuis quelques semaines contre les mesures du gouvernement fédéral de Peña Nieto.

●●● Il y a donc là des enjeux lourds, dans un scénario très complexe. S'il y a sursaut, capacité de résistance, la question est aujourd'hui celle des alternatives. Va-t-on essayer de recomposer avec le PT ou le kirchnérisme ? Ou alors tirer des bilans et reconstruire une gauche anticapitaliste écosociale, avec tous les secteurs sociaux et politiques indépendants qui sont prêts ?

### **Quel monde et quelle géopolitique maintenant à l'ère de Trump pour l'Amérique Latine ?**

C'est LE problème du moment, il me semble. On a vu déjà le rapport violent, raciste, xénophobe de Trump avec les *Chicanos* et avec l'ensemble des Latino-Américains, des travailleurs sans-papiers aux États-Unis, avec des promesses et un début de déportations massives. Il faut rappeler que Obama a lui aussi déporté des centaines de milliers de sans-papiers, tout comme il n'a pas cherché à mettre fin à la politique impériale et guerrière des États-Unis, bien au contraire ! Mais avec Trump, le danger est encore plus grand. Les annonces sur l'extension du mur avec le Mexique est un symbole fort de sa politique de haine. Trump affiche sa volonté y compris de remettre en cause le rétablissement des relations diplomatiques avec Cuba, et pourrait menacer le processus de paix en Colombie.

Ceci n'est pas sans effets contradictoires. Rappelons que si le mouvement zapatiste surgit publiquement début 1994 au Mexique c'est aussi pour lutter contre l'Accord de libre-échange de l'Amérique

du Nord (ALENA). Aujourd'hui, c'est Trump qui est en train de dénoncer cet accord... C'est un paradoxe de l'Histoire. Le populisme réactionnaire et protectionniste de Trump est aussi opposé à certains accords multilatéraux, voire bilatéraux, néolibéraux. Ainsi, le multimillionnaire républicain vient de remettre en question le grand traité transpacifique

**Si Trump remet en question les traités (bi et multi-latéraux), c'est pour défendre encore plus les intérêts des États-Unis, imposer de nouveaux accords encore plus durs et en aucun cas pour abandonner leur hégémonie en Amérique Latine (sur les ressources naturelles, l'eau douce, les terres rares, les terres agricoles, le pétrole vénézuélien, le cuivre chilien, etc).**

(TPP), dans lequel des pays comme le Chili, le Pérou et le Mexique étaient également engagés. Michèle Bachelet a finalement annoncé que le Chili se retirait également du traité puisque les États-Unis n'y participaient plus. Ce ne sont donc pas les mouvements sociaux

qui ont défait ce traité, mais une force réactionnaire hégémonique au Nord, les États-Unis. Certains analystes se sont réjouis de ces conséquences inattendues de l'élection de Trump. Il me semble qu'il ne faut pas se tromper d'alliés ! Parce que si Trump remet en question ces traités, c'est pour défendre encore plus les intérêts égoïstes des États-Unis, imposer de nouveaux accords encore plus durs et en aucun cas pour abandonner l'hégémonie de Washington en Amérique Latine (sur les ressources naturelles, l'eau douce, les terres rares, les terres agricoles, le pétrole vénézuélien, le cuivre chilien, etc). Même si pour l'instant rien ne laisse présager que la région fasse partie de ses priorités immédiates. Pourtant, si le bilan d'Obama géopolitique est assez terrible, ce qui s'annonce peut l'être encore davantage en termes de chaos mondial.

Il y a donc de grandes luttes à mener, et aussi la nécessité de réorganiser la solidarité internationaliste avec l'Amérique Latine et ses mouvements populaires. Ce d'ailleurs ce que nous essayons de faire - modestement - au travers de l'association France Amérique Latine, et j'en profite pour inviter les lecteurs de *Cerises* à nous soutenir et à nous rejoindre !

# L'unité à quelles conditions ?

L'élection présidentielle 2017 a ceci de remarquable qu'aucun sortant ne sera candidat. C'est dire si le bilan des deux quinquennats précédents provoque du rejet. Pressé par d'autres de ne pas se présenter, Hollande a du renoncer à sa candidature. C'est sous sa présidence que s'est développé un grand mouvement social, situation inédite depuis l'existence de gouvernements dirigés par le PS. Sarkozy et Valls quant à eux, ont été battus aux primaires.

La victoire de Benoît Hamon qu'on le veuille ou non rebat les cartes à gauche. Il doit sa victoire à la ferme volonté d'électeurs de gauche de se débarrasser de Valls, lequel incarne la loi Travail, le 49-3 et l'état d'urgence. L'oublier condamnerait Benoît Hamon à rejoindre les recalés de cette campagne.

Le scénario d'une candidature de gauche au second tour de l'élection présidentielle face à la fille Le Pen redevient crédible et nourrit l'aspiration à l'unité entre Jean-Luc Mélenchon, Benoît Hamon et Yannick Jadot. Pour qui a connu le scénario de 2002, ce n'est pas rien.

Les amabilités échangées par JLM et BH ces derniers jours sonnent-elles la fin du débat?

JLM et les insoumis ont raison de rejeter toute forme de tractations entre partis. Cette façon de faire de la politique ne fait heureusement plus recette et est vouée à l'échec. Mais alors il faut tirer pleinement les conclusions de cette posture. La réponse à l'interpellation qui est faite aux trois candidats ne peut pas être tranchée que par eux seuls.

Redonner la parole aux citoyens qui ont très majoritairement soutenu les luttes contre la loi Travail et créer une dynamique qui impose une unité sur des bases claires, un rassemblement dont les contours excluent les vallsistes et les héritiers de Hollande et achèverait l'éclatement du PS, est la seule voie possible. Les militants déjà engagés dans la campagne ne mesurent pas à quel point la crise démocratique est profonde et conduit des milliers de citoyens à revendiquer leur

abstention, ou à n'entrevoir comme solution que les candidats se revendiquant de l'anti-système et donc nécessite de produire des actes en rupture avec toutes les formes de délégation de pouvoir.

La question du choix du candidat est-elle insurmontable? Oui, si on fétichise l'élection présidentielle, alors que tous les candidats disent vouloir une 6<sup>e</sup> République et en finir avec ce mode de représentation. Ces institutions de la 5<sup>e</sup> République n'en finissent pas de nous imposer leur carcan et de nous interdire toute transformation profonde de la société.

Bien sûr, Jean Luc Mélenchon s'inscrit plus dans la rupture avec les politiques néolibérales que ne le fait Benoît Hamon ou Yannick Jadot notamment sur la question du revenu universel, proposition soutenue aussi bien par eux que par des libéraux (cf *Cerises* n°313), il faut donc débattre du contenu du projet. Mais s'il se mettait au service de cette unité, JLM contribuerait à élargir la base d'un rassemblement plus prometteur dans lequel chacun pourrait prendre place sans avoir à montrer patte blanche ou signer une charte dont il n'a pas décidé le contenu.

Prendre le pari de la mise en mouvement des gens, affronter la complexité d'un rassemblement dans toute sa diversité demeure la seule voie possible pour nous permettre d'éviter un second tour calamiteux, de mettre un coup de frein aux politiques destructrices de nos droits sociaux et fondamentaux et d'envisager la suite plus sereinement.

La porte est étroite et le temps nous est compté. Mais quoi qu'il arrive, il ne s'agit que d'une étape dans la vie politique. Remettons les élections à leur juste place, et travaillons à recréer un imaginaire collectif pour dépasser le capitalisme. Ce devrait être le centre de notre activité. Quel que soit le président élu.

● Sylvie Larue





## Tiepolo. Le cheval de Troie. 1760.

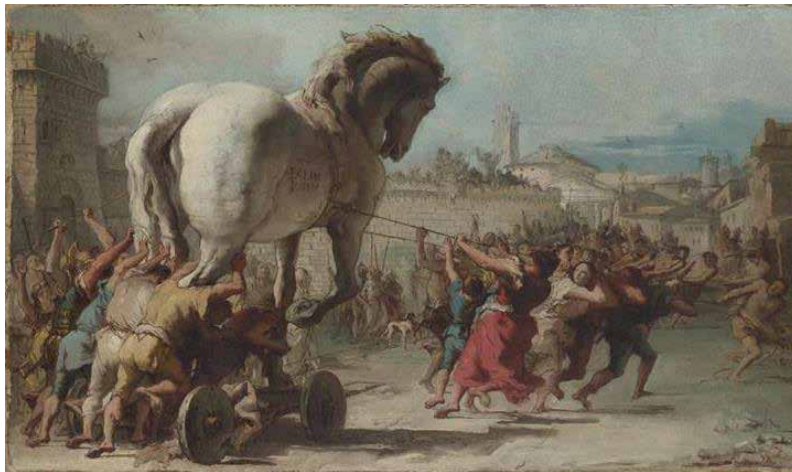
Cette peinture du Vénitien Tiepolo, étonnante par la vigueur de son trait, illustre l'arrivée dans la ville de Troie de grands commerçants. Ceux-ci ont eu l'idée d'un cheval de bois géant pour conquérir les marchés. Il a été construit par le Président de la Commission européenne et le Premier Ministre canadien (leurs noms apparaissent sur le flanc). Leur dada, nommé CETA<sup>1</sup>, a été introduit dans la ville. En son sein se cachent des guerriers des forces multinationales. On les imagine festoyant à l'intérieur du canasson, prêts à jaillir par le côté.

Des citoyens bien habillés poussent le cheval sur des roulettes instables. Un sénateur républicain tient une jambe, un député social-démocrate l'autre. Les deux le poussent pour qu'il franchisse les portes de la cité. Le peintre souligne ici l'écart entre les apparatchiks et la masse des Troyens. Le patricien français Benoit Hamon tire sans succès et modérément sur la queue. Il s'absent d'être contre le cheval CETA tout en n'étant pas pour. En observant attentivement, on voit qu'en réalité il lorgne au loin sur les clés de sa maison de famille.

L'artiste se distingue dans ce tableau par un classicisme qui sait changer de ton : il a choisi de représenter l'épisode vu aussi du côté des Troyens Indociles. La scène est décrite depuis leurs remparts. Un personnage à gauche lève les poings. Un autre, opposé au cheval, tient une pétition de quatre millions de signataires. Un chien renifle ce qui s'annonce. Avec cet animal, l'artiste nous alerte sur ce qui se produira en Europe lorsque le cheval passera à l'attaque : 200 000 chômeurs de plus (dont

45 000 en France)<sup>2</sup> et des revenus amputés de 1 330 écus par tête par rapport au scénario sans cheval.

Un grenier à blé en arrière-plan évoque les échanges prévus entre l'Europe et le Canada pour les produits agricoles. Une brèche dans un mur représente l'ouverture à l'importation sans droit de douanes de milliers de tonnes de viande canadienne. Tiepolo anticipe ici l'agriculture européenne de demain : des fermes-usines produisant à bas prix au détriment des petites exploitations, de la qualité des produits, du bien-être animal et des circuits-courts.



Le cheval au milieu du tableau est fougueux. On le sent capable de défoncer des tours, d'écraser tout sur son passage. Le sol est fracturé. Le peintre a voulu signifier qu'une fois le cheval entré dans la ville, les forces multinationales dissimulées seront en mesure de s'attaquer aux lois, aux protections communes et

aux politiques publiques contraires à leurs intérêts.

Le tableau montre la fin d'un monde. Oraison funèbre précédant la Révolution, il est une composition de bruit et de fureur qui culmine avec la chute de Troie. Celle-ci sera heureusement suivie de sa reconstruction par les habitants.

● Philippe Stierlin



1. Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) ou Cheval commercial entre l'Union européenne et le Canada.

2. Les conséquences économiques du Cheval CETA, par Pierre Kohler et Servaas Storm (économistes américains) Tufts University. (sept. 2016)

# Revenu universel ou salaire à vie : quel avenir en commun ?

Signalé à *Cerises* par un lecteur, ce texte revient sur le “salaire socialisé” et le “revenu universel”, qui « relèvent de logiques différentes » et « prennent des directions opposées ».

**L**e revenu inconditionnel rendrait la société dépendante des mécanismes financiers et subordonnerait encore davantage les salariés au patronat et aux actionnaires dans la négociation de ce « deuxième chèque » que serait devenu le salaire. Au contraire, le développement du salaire socialisé, qui vise à long terme un statut politique proposé par Réseau Salariat dans le prolongement des conquêtes de 1945, renforce la maîtrise collective de l'économie et donc le pouvoir politique populaire.

C'est pourquoi les propositions de revenu inconditionnel ne peuvent en aucun cas être considérées comme des premiers pas vers le salaire à vie. Le revenu inconditionnel nous éloignerait des projets de 6<sup>e</sup> République, de démocratie dans l'entreprise et d'affaiblissement du pouvoir financier.

**La socialisation du salaire et de l'investissement est un objectif de long terme, qui peut être construit pas à pas, à condition d'orienter la société dans cette direction.** Ce projet émancipateur, qui enthousiasme la plupart de ceux qui le découvrent, peut être amorcé par des mesures de transition s'appuyant sur les engagements du programme de la France insoumise *L'avenir en commun*. Des propositions concrètes existent qui permettraient à Jean-Luc Mélenchon de clarifier le positionnement qu'il a déjà pris publiquement en faveur de la Sécurité sociale et des thèses de Bernard Friot. Il est possible de développer le “déjà-là” d'une production économique non capitaliste issue

des acquis de 1945, sans pour autant socialiser immédiatement la totalité de la valeur économique et en conservant une économie principalement fondée sur un tissu d'entreprises indépendantes.

Quelques points phares pourraient être mis en avant montrant que le salaire continué tout au long de la vie est un objectif à portée de main :

### 1. Pour construire la Sécurité sociale intégrale (proposition N°26, p54) :

- Garantir la continuité salariale (et non de “revenu”) en cas de perte d'emploi en maintenant le salaire des chômeurs (à 90 % du salaire net) pendant trois ans (et au-delà une dégressivité progressive ne descendant jamais au-dessous du SMIC),

- Séparer de nouveau les ASSEDICS chargées de financer les chômeurs et le Pôle Emploi chargé de mettre en relation employeurs et salariés.

### 2. Pour donner aux jeunes les moyens de leur autonomie (N°27 p55) :

- Instaurer un salaire de début de carrière (préférable à l'allocation d'autonomie) égal au SMIC à tous les jeunes majeurs jusqu'à leur premier emploi. Ce salaire serait versé par l'UNEDIC et financé par une hausse de cotisation “employeur”,
- Supprimer les “emplois jeunes” et tous les emplois objets d'exonérations de cotisations sociales.

### 3. Pour augmenter les salaires (N°30, p58)

- Le salaire étant un barème statutaire ou conventionnel il ne doit pas être fixé par

l'employeur ni “négocié” avec le salarié. Une conférence nationale interprofessionnelle des conventions collectives serait convoquée pour redéfinir dans chaque branche la grille des qualifications et des salaires correspondants.

- Des passerelles entre conventions collectives pour que les salariés puissent se réorienter professionnellement en gardant l'équivalence de leur qualification et de leur salaire.

### 4. Pour restaurer le droit à la retraite à 60 ans (N°31, p58)

- Faire de la retraite à 60 ans et à taux plein un droit politique implique la suppression de toute référence à des annuités de cotisation.
- Aucune pension de retraite ne doit être inférieure au SMIC.

Ces quelques mesures (et on peut en imaginer d'autres) mériteraient d'être sous-tendues par un nouveau droit constitutionnel qui viendrait enrichir la citoyenneté : celui de tout citoyen majeur d'être reconnu comme contributeur actif à la production de valeur économique ayant un droit de regard sur ce qui est produit collectivement. Un droit à la qualification et donc au salaire viendra compléter le droit de suffrage, permettant à chaque citoyen de peser sur les voies et moyens de son travail, et par conséquent au peuple de conquérir la souveraineté sur l'économie.

● N. Chomel

Paru sur [Médiapart](#).

## Hendécasyllabique

Ne trouvez-vous pas scandaleux ma très chère  
 Cet abattage des pauvres canards landais ?  
 Sous l'unique prétexte de la grippe aviaire  
 Quand ce palmipède parisien clabaudait  
 Sur nos gains familiaux sans craindre l'outrance ?  
 Quelque chose est pourri au royaume de France !



Alain Lance

● **Y'a comme un problème...** Selon les derniers sondages, Marine Le Pen pourrait atteindre des sommets, non seulement au premier tour de la présidentielle, mais aussi au second. On lit ainsi qu'elle pourrait obtenir 44 % face à Fillon et 41 % face à Macron. De l'affaire Pénélope au contexte géopolitique, la candidate frontiste semble n'avoir plus besoin de faire campagne, comme si le système politique était devenu un fruit trop mûr, qui ne demande plus qu'à tomber. Même les affaires ne semblent pas avoir prise sur le point de vue des électeurs. Mercredi, un garde du corps et la cheffe de cabinet de MLP étaient en garde à vue sur des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen ? Cela semble ne faire ni chaud ni froid à des électeurs qui, pourtant, dénoncent la corruption de l'establishment ! Beaucoup veulent croire qu'une bonne manière de dire merde au système serait le vote frontiste, alors que depuis des années le Front national n'est qu'un des symptômes d'une crise politique et sociale que ses propositions conduisent toutes à aggraver.

● **Quel suspens !** Macron avait commencé à dégonfler dans les sondages, et voilà que Bayrou remet cent sous dans la machine. C'est que le leader du Modem est agile : il y a quelques semaines, il interrogeait : « Emmanuel Macron est le principal

responsable de la politique économique de François Hollande depuis quatre ans. Pour quel résultat ? » ; aujourd'hui, il affirme : « nous pouvons faire de grandes choses ensemble ». En ligne de mire : gagner sur les ruines de la candidature Fillon et sur l'échec annoncé des socialistes. Soyons en sûr : cette élection présidentielle sera faite de multiples surprises, ce qui veut dire que rien n'est joué dans aucun sens.

● **Méchant garçon.** Dans une note de blog (<http://melenchon.fr>), Jean-Luc Mélenchon raconte par le menu comment Benoît Hamon n'a pas donné suite à la lettre qu'il lui adressée tout récemment, ou plutôt a cherché à lui faire porter le costume du « méchant garçon anti-unitaire ». Et le candidat insoumis d'interroger : « Mais pourquoi toutes ces personnes sensées, souvent militantes, conscientes, ramènent-elles tout cela à une bataille d'égo ? Pourquoi excluent-elles les sujets qui nous séparent et cinq ans de gouvernement Hollande de leurs raisonnements ? Quel genre d'égo aurais-je à mettre en balance à ce point de ma vie et de mon engagement politique ? Pourquoi pas une de ces personnes si soucieuses de psychologie ne mentionnent jamais ni le programme L'avenir en commun, ni son chiffrage en public ? » Et de terminer : « J'attends la réponse [à sa lettre] et le rendez-vous café qui va avec ».

## Cerises

publication de l'Association  
des communistes unitaires

- Noyau -

Gilles Alfonsi, Gilles Boitte,  
Michèle Kiintz, Roger Martelli,  
Philippe Stierlin, Catherine Tricot,  
Pierre Zarka.

cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne :  
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>

[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)



MEDIAPART

